

Chronique d'Emmanuel Morucci - 14/04/10



Le projet Europe 2020 compte réussir avec les régions européennes.

La commission européenne propose aux régions d'Europe un nouveau plan pour dynamiser la croissance et l'emploi en Europe. Cette initiative appelée Europe 2020 est assez similaire à la stratégie de Lisbonne. C'est l'Assemblée des Régions d'Europe, dont le but est de promouvoir la démocratie au niveau régional ainsi que le principe de subsidiarité, et qui rassemble 270 régions et 16 associations interrégionales. Elle encourage les régions à travailler ensemble et pourrait porter le projet communautaire.

Il faut remonter en novembre dernier. La Commission européenne lance une consultation publique sur la future stratégie de l'UE pour remplacer l'agenda de Lisbonne pour la croissance et l'emploi. Cette stratégie de Lisbonne expire cette année et n'a pas, faute d'implication des Etats membres, porté tous les fruits que l'on attendait de sa mise en place.

La nouvelle stratégie de l'Union pour la croissance durable et l'emploi baptisé « Europe 2020 » arrive au beau milieu de la crise. Elle met l'accent sur la croissance verte et la création d'emplois grâce à l'innovation. Et il y a urgence. Le projet définit quatre priorités pour les dix prochaines années.

La première est assise sur l'innovation, la connaissance et la technologie. C'est le moteur «pour une croissance durable». La Commission fait valoir l'idée que l'UE doit évoluer vers une «économie de la valeur». «Dans un monde en mutation rapide, ce qui fait la différence est l'innovation dans les produits et les processus.»

Le second volet est la lutte contre l'exclusion : avec un chômage important en 2010, la Commission recommande «l'autonomisation des individus» afin de créer de nouveaux emplois. Son objectif est de veiller à la cohésion sociale en créant de nouveaux emplois. L'UE doit, avec les Etats membres, contribuer à réduire les niveaux élevés de chômage.

La troisième piste est de s'impliquer dans ce que l'on appelle maintenant la croissance verte. Avec les prix élevés de l'énergie et une plus grande concurrence pour les ressources naturelles, les entreprises européennes doivent s'adapter. Pour la Commission, les choix sont assez évidents : l'utilisation efficace des ressources, de l'énergie, l'économie des énergies et une application plus écologique de nouvelles technologies devrait stimuler la croissance, créer de nouveaux emplois et de services et d'aider l'UE à atteindre ses objectifs climatiques et environnementaux.

Enfin, elle amène le projet Digital Europe. Celui-ci repose sur le développement intelligent et la mise à niveau des infrastructures de transport et d'énergie pour améliorer la compétitivité.

Pour l'instant, la consultation a abouti à 1.500 demandes. Les préoccupations des régions européennes sont mises en évidence par la crise des emplois. Les élections régionales en France et en Allemagne en conviennent. Encore faudra-t-il que les régions adhèrent mieux au nouveau projet que ne l'avaient fait les Etat membres avec la stratégie de Lisbonne. En cas d'implication et de réalisations concrètes, l'idée d'Europe des Régions pourrait reprendre tout son sens et sa valeur.

Emmanuel Morucci